

# Imposons au P.C.F. et au P.S. d'agir et de s'unir contre la sale guerre

Les discours dominicaux d'Edgar Faure n'arriveront pas à allumer la haine des gars du contingent et des « rappelés » contre les maquis algériens. Il ne fera pas admettre que la jeunesse algérienne « représente le retour au plus sombre, au plus sanglant passé ». Car c'est bien la fleur de la jeunesse algérienne qui a pris le maquis, n'en déplaise au ministre de l'Intérieur qui ne veut y voir que « des condamnés de droit commun » et des « rebelles assassins ». Les pauvres assertions de nos ministres ne résistent pas à l'examen de la réalité. Ne nous a-t-on pas dit voici six semaines qu'il a fallu raser dix villages dont la population a accordé aide et assistance aux maquis ? Et pourquoi 130.000 hommes de l'armée française commandés par des généraux éprouvés ne parviennent-ils pas à vaincre quelques milliers de maquisards mal armés qui ne bénéficient même pas du soutien sincère de la population musulmane à en croire M. Bourges-Maunoury ?

La cause est bien entendue maintenant. On ne fera admettre à personne que la jeunesse algérienne combat pour une cause de régression et que le gouvernement Faure-Pinay et sa clique de généraux sont les champions du progrès et de la liberté.

Une profonde colère gronde dans les plus larges couches populaires contre une guerre injuste, réactionnaire. Jamais il n'y eut mouvement plus profond. Le refus de la jeunesse travailleuse de combattre pour la cause des colons est total.

Mais la passivité des grandes organisations ouvrières devant une pareille situation dépasse toutes les bornes. Car on ne peut considérer les petites protestations verbales et certaines timides manifestations locales comme une action sérieuse en rapport avec les besoins de la situation et la volonté de lutte des grandes masses.

Des semaines se sont passées depuis l'appel du P.C.F. au Parti Socialiste en vue d'organiser l'action commune contre la répres-

sion en Afrique du Nord. Nul ne pouvait se faire d'illusions sur la réaction première des dirigeants socialistes. Aussi l'action de masse contre la guerre coloniale devait-elle s'engager sans attendre le bon vouloir de ces dirigeants qui ne peuvent être contraints, précisément au front unique, que sous la pression des masses. Il est possible dès à présent de créer un vaste mouvement de résistance à la guerre coloniale et à toutes ses implications, pouvant englober un grand nombre d'organisations. Un immense front anti-impérialiste peut prendre forme immédiatement auquel toutes les organisations ouvrières seront conduites à se rallier.

Le tout est de vouloir un tel front, un tel mouvement qui organisera l'action partout, sur tous les plans et par tous les moyens combinés. Aussi bien sur le terrain des quartiers et des villes que des usines, des administrations, des transports, des ports. Un tel mouvement deviendrait rapidement irrésistible et aurait tôt fait de sortir les problèmes algériens et marocains de l'impasse en même temps qu'il remettrait à leur place généraux et maréchaux en mal d'aventure.

Les mots d'ordre sont assez clairs pour tout le monde :

— ARRET DES OPERATIONS DE GUERRE ET DE LA REPRESSION EN ALGERIE ET AU MAROC.

— ABOLITION DE L'ETAT D'URGENCE.

— LIBERATION DES EMPRISONNES ET INTERNES.

— LIBERTE D'ORGANISATION ET DE PRESSE.

— RETRAIT DU CONTINGENT ET DES TROUPES AMEENES EN RENFORT.

— LIBERATION DES « DISPONIBLES » ET DU CONTINGENT LIBERABLE.

— DROIT DES PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD A DISPOSER DEMOCRATIQUEMENT DE LEUR SORT.

## EN ALGERIE

### LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

L'O.N.U. a donné le coup de grâce à « l'intégration ».

Plus des deux tiers des élus musulmans de l'Assemblée algérienne ont refusé de participer à la discussion des plans « d'intégration » de M. Soustelle. Pour éviter de se trouver en présence des seuls élus européens, devant les bancs vides des délégués du second collège, le gouverneur général a dû ajourner au dernier moment la session de l'Assemblée Algérienne qu'il avait pris l'initiative de convoquer. Les journalistes ont l'aplomb de présenter la mesure du Gouvernement comme un succès de J. Soustelle. On se console comme on peut !

Les impérialistes cherchent encore à se cacher les yeux devant cette manifestation éclatante du pourrissement algérien en invoquant des pressions et des menaces auxquelles auraient été soumis les élus musulmans. L'Administration colonialiste continue à regarder l'histoire par le trou de la serrure et à n'y rien vouloir comprendre.

Les pires « collaborateurs » au service de l'administration, choisis, triés sur le volet en fonction de leur docilité et leur dévouement à toute épreuve au colonialisme déclarent soudain qu'il faut faire droit aux aspirations nationales du peuple algérien. C'est un signe qui ne trompe pas. Pour que ces gens changent de bord, il faut qu'ils aient acquis la certitude que la force du peuple algérien est devenue irrésistible et que nul ne parviendra à la contenir.

On a maintenant l'exemple du Bao-Daïsme. Le nationalisme des ci-devant créatures du colonialisme deviendra de plus en plus intrinsèque parallèlement aux succès des maquis.

La ressemblance de la situation dans le Constantinois avec le Delta du Tonkin s'accuse de jour en jour. Certaines villes sont virtuellement encerclées, ravitaillées par la mer

ou par des convois armés qui seuls peuvent s'aventurer sur certaines routes. Des régions entières échappent à l'emprise des autorités colonialistes. La répression frappe aveuglément, atteignant la population au hasard, et rarement les partisans qui agissent par embuscades et décrochent sans attendre la riposte des troupes françaises.

Les maquis sont remarquablement informés des faits et gestes des troupes colonialistes puisqu'ils disposent des yeux et des oreilles de toute la population alors que l'armée française tâtonne dans le brouillard et l'obscurité, à la recherche d'un ennemi insaisissable.

C'en est fait ! C'est bel et bien une nouvelle guerre d'Indochine qui se déroule, mais avec pour l'impérialisme français des chances de succès encore bien moindres.

Aux succès du maquis et à son extension s'ajoute maintenant la décomposition politique et administrative de l'édifice colonialiste. L'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'O.N.U. va accentuer le processus de pourrissement interne. M. Soustelle aura bien du mal à reprendre en mains les élus « rebelles » désormais. « L'intégration » chère au gouverneur général et à E. Faure a été bien enterrée par l'O.N.U. qui s'est refusée de s'arrêter à l'étiquette factice « des trois départements français ».

Cette intégration qu'E. Faure promettait « rapide et complète », n'était qu'une farce digne de l'imagination de nos gouvernants en perdition. « L'intégration complète » cela veut dire 110 députés musulmans au Palais Bourbon et 108 délégués musulmans à l'Assemblée Algérienne contre 12 européens. Il ne coûtait rien à E. Faure d'en faire la promesse... pour dans 50 ans.

## AU MAROC

### BEN ARAFA parti, la crise reste entière

Partira... partira pas. Il est parti tout de même Ben Arafa, en laissant les clefs à son cousin ainsi que le sceau du royaume. Ce n'est pas ce qui était prévu dans le scénario ? Cela ne fait rien ; le Gouvernement propose, les généraux et « Présence Française » disposent. E. Faure, écoeuré, ne voulait plus entendre parler du Maroc et a passé ouvertement la main à la « junte » militaire Juin-Lecomte.

Ben Arafa parti, le problème marocain est loin d'être résolu et une nouvelle épreuve de force s'esquisse. Une double épreuve de force, en réalité, puisque la crise marocaine a précipité une profonde crise du régime dans la métropole.

Les provocations de « Présence Française » ont entraîné le raidissement des sommets du parti Istiqlal qui ont l'impression d'avoir été joués dans cette affaire. La résistance populaire marocaine a été des plus réticentes devant les négociations de compromis menées par l'Istiqlal et voit ses craintes confirmées. Les plus acharnés des colonialistes tiennent le haut du pavé. Le moindre attroupement de Marocains est dispersé à coups de mitraillettes, alors que les hommes de « Présence Française » ont monté, jour et nuit, une garde armée pour défendre le « Sultan des Français » et mettre en échec la politique gouvernementale que la résidence était censée devoir mettre en application.

Autour du Maroc, c'est une grande partie qui se joue aussi bien à l'intérieur de la bourgeoisie française que sur le plan international où la question marocaine a été

inscrite sans coup férir à l'ordre du jour de l'O.N.U.

Les partis ouvriers devront abandonner leur passivité pour sortir le Maroc de l'impasse et briser le complot des généraux alliés aux Sudistes.

## LETTRE D'UN HORS LA LOI

(Suite de la page 2)

Cette dernière est l'œuvre de la quasi-totalité du peuple algérien et elle commence à recevoir une aide effective du peuple français.

Les manifestations des jeunes appelés en sont une bonne preuve.

Toute conscience honnête doit condamner les exécutions sommaires comme à Tizi-Ntata, Dra El... Dans le Nord Constantinois, plusieurs villages sont devenus des Oradours. Des représailles collectives sont exercées tous les jours.

La rage de la répression collective a poussé les élus musulmans à la prise de conscience et à la dénonciation du régime colonialiste qu'ils ont soutenu autrefois.

La presse trouve normal que les communiqués colonialistes relatent qu'un « suspect » est abattu, des maisons de « rebelles » incendiées, des « suspects » arrêtés, et ceci se répète depuis le mois de novembre 1954.

Le peuple algérien ayant jugé sur des faits le colonialisme, est décidé à soutenir la résistance sans réserve et à aller jusqu'au bout de la lutte contre l'oppression.

Je crois que les vrais hors-la-loi sont dans les rangs de MM. Edgar Faure et Bourges-Maunoury. Les résistants algériens n'ont aucun acte contraire aux lois de la guerre à leur actif. Les vrais assassins, barbares, spécialistes de rapt et responsables de toutes les effusions de sang veulent passer pour des héros. Voici comment le voleur crie « au voleur ».

#### PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,  
PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite  
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.  
le samedi, tout l'après-midi